

La localisation des ODD : les perspectives régionales de la coopération décentralisée

**Résultats de la mise en œuvre du Module
d'apprentissage 4 : localiser les ODD grâce à la
coopération décentralisée**

La localisation des ODD : les perspectives régionales de la coopération décentralisée

Résultats de la mise en œuvre du Module
d'apprentissage 4 : localiser les ODD grâce à la
coopération décentralisée

Octobre, 2022



Soutenu par :



European Union



Sweden

Sverige

Table des matières

**Introduction : la contribution des
Sections régionales de CGLU**

Page 4

Perspective de la région Afrique

Page 8

**Perspective de la région Asie-Pacifique
(ASPAC)**

Page 11

Perspective de la région Amérique latine

Page 14

**Perspective de la région Moyen-Orient
et Asie occidentale (MEWA)**

Page 17

Perspective de la région Europe

Page 20

**Aperçus des régions Eurasie, Amérique
du Nord et de Metropolis**

Page 23



Introduction

Avec moins de huit ans pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), que toutes les nations se sont engagées à soutenir afin de réaliser l'Agenda 2030, **la contribution des gouvernements locaux et régionaux (GLR) est d'année en année plus significative et opportune.** Dans le même temps, la tendance des villes et des régions à se tourner vers leurs pairs pour bénéficier d'un réseau, de connaissances et de soutien, alors qu'elles s'efforcent de répondre à une série de défis urbains et locaux complexes, a également été mise en lumière par les politiques mondiales. Il n'est donc pas surprenant que **le rôle crucial de la coopération décentralisée (CD) dans la mise en œuvre et la localisation des ODD mérite une attention particulière.** À cet égard, les Sections régionales de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) se sont engagées au fil des ans dans des parcours uniques pour aider les gouvernements locaux à mettre en œuvre et à localiser l'Agenda mondial par le biais de la coopération décentralisée. Ces parcours, bien que largement non documentés, ont contribué de manière significative au mouvement des gouvernements locaux et des municipalités.

Dans ce rapport de synthèse, nous commencerons par partager les principales leçons tirées des pratiques et des perspectives qui sont apparues au cours du déploiement du [Module d'apprentissage 4 de CGLU « Localiser les ODD à travers la coopération décentralisée »](#), mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat avec CGLU Learning, Platforma et le personnel de chaque Section régionale de CGLU en charge de l'apprentissage. Un déploiement rapide du processus de préparation de la formation, une attention particulière à la sélection de participant-e-s qui ne sont pas seulement directement impliqué-e-s dans la coopération décentralisée, mais qui veulent et peuvent conduire les processus, l'adaptation de la formation en sessions structurées qui répondent aux besoins locaux et régionaux et l'octroi d'un temps suffisant pour une délibération active sont autant de réflexions importantes.

Avant de donner un rapide aperçu des différentes approches adoptées lors de chacun des déploiements, il est utile de rappeler le rôle important joué par les Sections régionales de CGLU. Elles sont toutes parvenues en leur sein à un accord unanime sur l'importance de la CD et sa contribution à l'universalisation de l'agenda des GLR. Au-delà de leur rôle général de lobbying pour s'assurer que les villes et les régions restent au centre du développement durable et se positionnent également dans l'agenda de l'aide publique au développement (APD), elles ont souligné l'importance de **construire un langage commun basé sur la solidarité**, et de consacrer un ensemble de valeurs fondamentales universelles. Il est important de noter ce thème de la **promotion d'une nouvelle diplomatie locale et régionale transformatrice et de la création de partenariats mondiaux** qui placent les citoyen-ne-s au centre du développement.

En outre, les Sections régionales se considèrent toutes comme des défenseurs et **des catalyseurs de partenariats horizontaux nouveaux, plus égaux, plus autonomes et plus diversifiés.** Elles sont également **des promoteurs actifs de partenariats**



La coopération décentralisée est dans l'ADN de notre mouvement.

EMILIA SAIZ
Secrétaire générale de CGLU

Sud-Sud et triangulaires dans le cas de certaines Sections, ce qui pourrait contribuer à la réalisation des ODD, notamment la cible 17.6.

Si toutes les Sections sont restées attachées à la localisation de l'Agenda 2030, il est utile d'observer qu'elles se trouvent à des stades différents de déploiement et de préparation, chacune étant confrontée à des défis régionaux très particuliers. Dans **la région MEWA, par exemple, la coopération décentralisée n'en est qu'à ses débuts**, étant donné la relative instabilité régionale liée aux guerres, aux mouvements migratoires, à la sécurité de l'eau et de l'alimentation, etc. Les structures gouvernementales sont également très centralisées, avec des municipalités sans capacités fortes. L'absence d'associations de gouvernements locaux et d'une union intergouvernementale centrale pouvant dicter et/ou promouvoir un cadre politique régional pour la coopération décentralisée compliquent encore plus la situation. Malgré cela, les initiatives de coopération décentralisée vont de l'avant, **en mettant l'accent sur l'apprentissage mutuel et la coopération entre les villes de la région**, sous l'impulsion d'une équipe régionale restreinte, mais compétente. Cette approche diffère nettement de celle adoptée **en Europe, où les municipalités et les associations sont généralement beaucoup plus compétentes et où les initiatives de coopération décentralisée sont fortes, multiples et globales**. La tendance la plus marquée ici est **l'abandon du modèle traditionnel d'aide financière des pays en développement au profit d'un apprentissage horizontal plus durable, mutuellement bénéfique et responsabilisant**. Les **approches africaine et latino-américaine, ces pays partageant une histoire de colonisation très similaire, n'ont pas nécessairement réagi de manière uniforme**. Elles ont cependant toutes deux évolué d'un profil de bénéficiaire de la coopération décentralisée nord-sud vers des rôles beaucoup plus complexes. La **région d'Amérique latine a pris l'initiative de contribuer activement à la coopération technique** dans le cadre de partenariats horizontaux Sud-Sud et triangulaires. **La région africaine en particulier, bien qu'elle soit sur cette trajectoire, n'a pas encore consolidé ses structures institutionnelles pour soutenir ses nouveaux rôles, les capacités et le financement étant des facteurs très contraignants**. Cependant, certains pays africains se font **les champions des innovations et des meilleures pratiques dans la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, en se concentrant sur des projets locaux et régionaux concrets**. **La région ASPAC, bien que confrontée à des défis de développement similaires à ceux de la région africaine dans un contexte d'urbanisation rapide, semble avoir réussi à mobiliser efficacement les capacités régionales et est pionnière dans le déploiement des programmes de formation de CGLU**.

Tendances et réponses

Même si de nombreuses relations de CD sont alignées, de nombreux donateurs ne considèrent pas la CD comme faisant partie de l'APD. Il est intéressant de noter que sur la base des observations globales et des données fournies par l'OCDE, nous sommes en mesure de **prédire que les relations horizontales et réellement engagées seront relativement indépendantes du financement et de la politique d'aide officielle**.

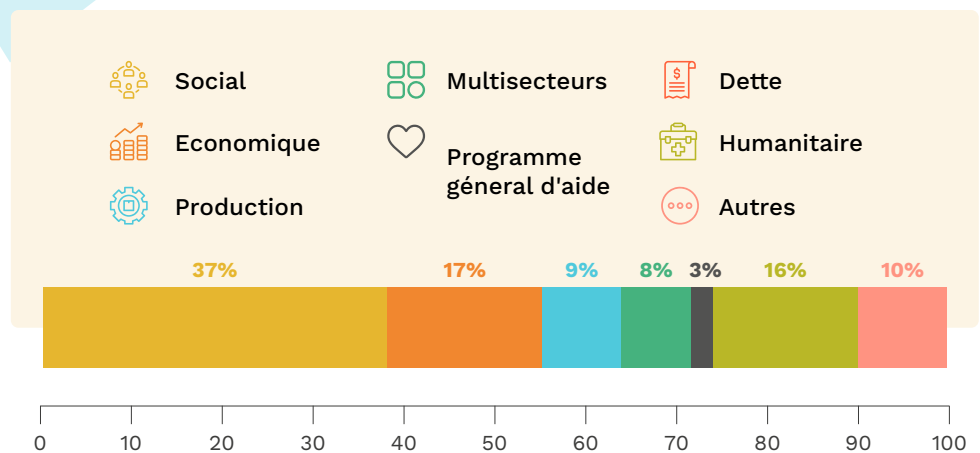
Il est clair que le **financement de l'aide est en baisse** et que les **décisions de financement suivent des relations diplomatiques moins prévisibles**. Si l'on **examine les principaux bénéficiaires de l'APD bilatérale brute**, on constate que pas moins de 7 des 10 premiers pays bénéficiaires de l'APD sont très vulnérables, instables et ont un gouvernement local faible ou inexistant. En outre, l'APD est distribuée pour faire face aux urgences, l'aide sociale (37 %) et humanitaire (17 %) constituant la plus grande partie de l'aide (y compris, par exemple, l'aide aux réfugié·e·s).



Figure 1

Engagement de L'APD dans différents secteurs en 2019

Source : OECD, 2019.



Une autre tendance importante observée est l'**intensité accrue de la connectivité mondiale**, compte tenu de l'opportunité d'une ère de mise en réseau. Les dirigeants et les agents locaux et régionaux s'engagent plus facilement les uns avec les autres, l'apprentissage thématique augmente, les réseaux ouvrent des portes et relient les gouvernements. Le défi, comme nous l'avons déjà mentionné, est que les structures de projet de CD des pays en développement étant fluides, **les rapports détaillés et la communication n'ont pas été efficaces**, de nombreux partenariats de CD n'ayant fait l'objet que de rapports oraux. L'aspect commercial de la coopération au développement est également riche d'enseignements.

Il est prévu que certains des défis rencontrés par les GLR et leurs associations dans les régions seront abordés à l'avenir par le biais du plaidoyer, compte tenu de l'attention portée à la révision du *document de politique de la CIB sur la coopération décentralisée*, adopté lors du Bureau exécutif de CGLU en juin 2022. Ce document politique définit clairement six domaines clés pour que les gouvernements locaux et les associations de gouvernements locaux (AGL) soient reconnues, engagées et habilitées en tant qu'acteurs et partenaires stratégiques de la coopération au développement. Les appels à rendre la CD plus efficace, professionnelle et innovante, ainsi que la nécessité d'engager la CD dans la sphère du financement, étant donné les faibles niveaux de capacité et d'information des municipalités à cet égard, sont particulièrement pertinents ici.

Nous terminons cette section d'introduction par une représentation graphique qui résume la chronologie du déploiement du [Module d'apprentissage 4 de CGLU : « Localiser les ODD grâce à la coopération décentralisée »](#) dans les Sections régionales, afin de donner

une idée de l'étendue des différentes phases impliquées. Les résultats de chaque Section régionale étant ici brièvement décrits, nous vous suggérons fortement de poursuivre votre lecture avec les rapports complets, indiqués par des liens dans chaque section.

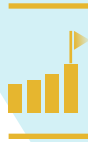
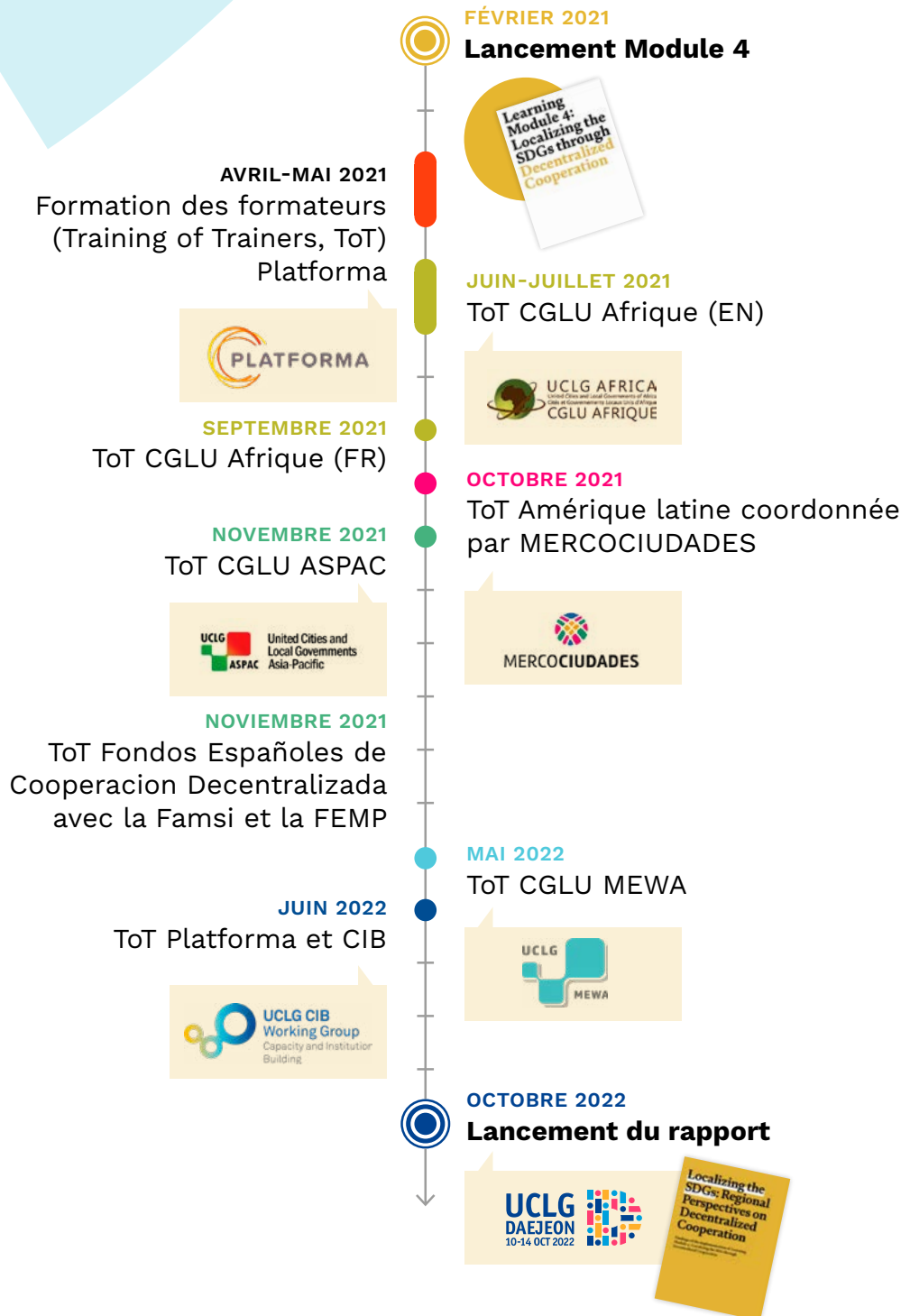


Figure 2

Aperçu du déploiement du module 4 « Localiser les ODD grâce à la coopération décentralisée » dans les régions

Source : CGLU Learning, 2022.





Perspective de la région Afrique

L'augmentation de la croissance démographique et son corollaire, l'urbanisation rapide du continent africain due à un mouvement rural-urbain à grande échelle, ont placé les GLR en première ligne de la gestion complexe des migrations. Il est intéressant de noter que ce défi a donné lieu à de **nombreuses innovations dans les pratiques municipales/régionales, à l'implication d'acteurs aux intérêts multiples et à des arrangements institutionnels**, souvent sans que les cadres institutionnels et juridiques n'y aient été préparés. Dans le même temps, les GLR sont confrontés à l'urgente nécessité de transformer leurs paysages économiques et commerciaux afin de faire avancer l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), d'assurer l'attractivité de leurs territoires, de transformer le potentiel de leurs actifs naturels et de leur capital humain pour mieux employer les jeunes, d'intégrer plus efficacement les femmes dans la vie économique et sociale, tout en créant les conditions d'une action internationale. Dans ce contexte, il ne fait aucun doute que les agendas mondiaux offrent une opportunité importante et passionnante pour les dirigeants locaux et régionaux de rejoindre le mouvement municipal africain en pleine croissance. Tout particulièrement pour CGLU Afrique, qui pourra jouer un rôle critique, cohésif et visible dans la communication, l'expression des challenges et la recherche constante de nouveaux partenariats régionaux et internationaux. Ils aideront à faire avancer les ODD et les autres agendas mondiaux (changement climatique, Nouvel agenda urbain, cadre de Sendai), ainsi que l'Agenda 2063 de l'UA, alors que les GLR commencent à partager leurs innovations locales émergentes. En ce sens, la coopération décentralisée **n'est pas seulement considérée comme un catalyseur clé, mais aussi comme un levier efficace pour le processus de localisation des ODD**, étant donné le manque de compétences en capital humain et les limitations en termes d'expertise, de technologies numériques appropriées et de finances.



Comme la CD fait intrinsèquement partie de la coopération au développement, l'un des axes stratégiques requis est le renforcement actif des capacités des groupes de liaison régionaux africains.

CGLU Afrique est très claire sur le fait que l'action internationale et les initiatives de coopération décentralisée des groupes locaux africains doivent être orientées vers **la promotion de relations de coopération plus égalitaires, à plus long terme, et ayant plus d'impact sur le développement durable**. La coopération décentralisée faisant intrinsèquement partie de la coopération au développement, l'un des axes stratégiques requis est le **renforcement actif des capacités** des groupes régionaux africains. Il est clair que la coopération décentralisée ne se limite plus au transfert de fonds et de connaissances ni à la simple mise en œuvre de projets de développement.

Comme le montre le *rapport complet sur l'Afrique*, le partenariat d'apprentissage par les pairs Dakar-Marseille est un bon exemple de projet horizontal de développement décentralisé. Dans le véritable esprit de l'ODD 17, il a facilité la mise en place d'un partenariat multipartite pour débloquer et partager les connaissances, l'expertise et les ressources financières nécessaires au tourisme durable à Dakar. De même, les initiatives des pays en développement en matière d'échanges culturels et d'éducation à Blantyre (Malawi), les concours sur la santé et l'environnement dans la région du lac Victoria, les échanges Sud-Sud sur le patrimoine de l'espace public entre Rabat et Dakar, l'expérience de l'Association



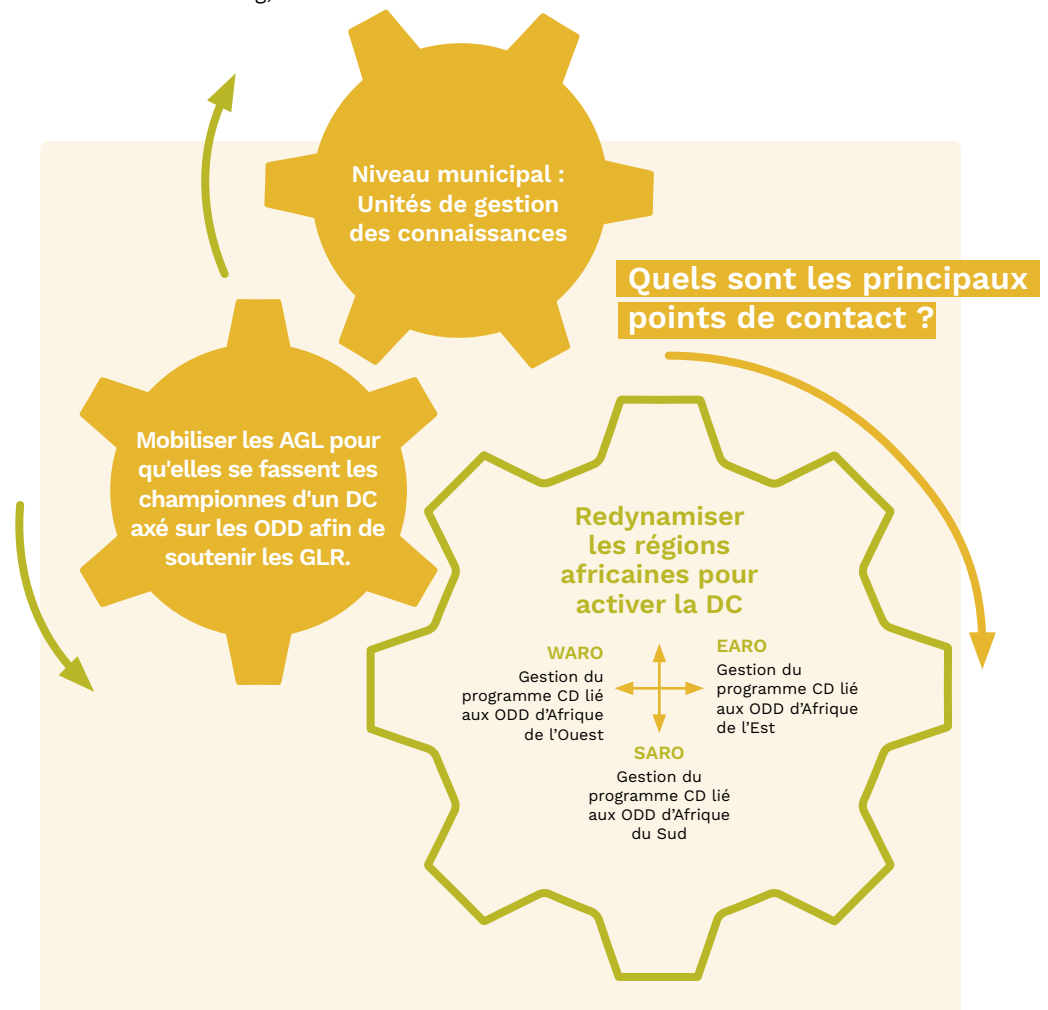
nationale des municipalités mozambicaines¹ (ANAMM) en matière de coopération Sud-Sud au Mozambique¹, etc. commencent à révéler **la valeur inhérente de l'apprentissage auprès de partenaires du Sud aux prises avec des défis similaires dans des contextes de développement similaires. Ils démontrent également l'importance de débloquer et de mobiliser des ressources humaines, matérielles et financières auprès de partenaires locaux et internationaux** pour un développement plus durable en Afrique. La nouvelle initiative du Maroc, à travers le *Fonds africain d'appui à la coopération décentralisée internationale (FACDI)* des gouvernements locaux, une expérience unique sur le continent, crée une nouvelle dynamique dans ce domaine, en soutenant les GLR et en les encourageant à s'engager dans la CD pour des projets concrets (emploi des jeunes, autonomisation des femmes et des filles, renforcement des capacités, patrimoine culturel, transformation numérique, coopération sanitaire, etc.). Depuis 2020, plus de 27 projets sont soutenus par le FACDI pour 26 GLR de 12 pays africains.



Figure 3

Approche stratégique de CGLU Afrique pour le déploiement de la CD

Source : CGLU Learning, 2021.



¹Pour plus d'informations, consultez : www.uclg.com



Du point de vue de l'approche africaine également, l'un des moyens fondamentaux pour intégrer la valeur de la CD liée aux ODD est le renforcement intensif des **capacités des praticien-ne-s des GLR**. Reconnaisant le pouvoir de la construction d'un cadre régional d'ambassadeurs de la CD, CGLU Afrique, par le biais de son Académie des Gouvernements Locaux Africains (ALGA), s'est associée à CGLU Learning pour mener un programme de formation de formateurs (Tot, Training of Trainers) en ligne adapté à la région.

Dans le but de doter les formateurs potentiels des outils, des connaissances et de l'expertise nécessaires pour mettre en œuvre leurs propres sessions de formation, un programme intensif de quatre jours développé par CGLU, Platforma, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et ONU-Habitat a été organisé en juin/juillet et répété pour les praticiens francophones en septembre 2021. Environ 71 maires, élus locaux et régionaux et gestionnaires territoriaux, ainsi que d'autres parties prenantes (25 de 12 pays anglophones et 46 de 14 pays francophones), ont pu bénéficier de ce programme.

Une évaluation de l'intervention a révélé que la formation a été bien reçue et a atteint les résultats escomptés. Si la formation en elle-même était importante dans la mesure où elle a permis aux futurs formateurs de déployer la formation dans leurs pays respectifs, le plus important est l'opportunité qu'elle a créée pour l'équipe de direction de CGLU/CGLU Afrique/ALGA de réfléchir à leur approche actuelle de la CD en Afrique et d'élaborer un plan d'action stratégique pour aider à intégrer les ODD dans le processus de DC. Bien que tous les détails soient disponibles dans le rapport, il est utile de souligner la nouvelle approche qui identifie les points de contact clés, en commençant par la création d'unités de gestion des connaissances au niveau municipal, en mobilisant les AGL pour qu'elles se fassent les championnes des efforts de développement durable et en redynamisant les cinq sous-régions de CGLU Afrique pour activer le développement décentralisé.

Pour conclure cette section sur la région africaine, il est encourageant de noter qu'en raison de la synergie acquise au cours du processus d'apprentissage sur la CD, CGLU Afrique/ALGA a promu le FACDI au cours du Sommet CGLU Afrique de Kisumu en mai 2022, comme une initiative importante financée par le Royaume du Maroc, et cofinancée par un GLR marocain et un GLR bénéficiaire d'Afrique. Cet événement a également lancé la création du *Réseau des Managers de la Coopération Décentralisée (REMCD)*, avec des représentant-e-s de chaque sous-région africaine, en tant qu'espace pour le networking, l'apprentissage par les pairs, l'initiation de projets communs et la promotion d'une plus grande collaboration et solidarité, conformément au plan stratégique élaboré lors de l'atelier de formation sur la coopération décentralisée lié aux ODD.



Perspective de la région Asie Pacifique (ASPAC)

Alors que le taux d'urbanisation annuel moyen de 3 % de la région Asie-Pacifique a permis de sortir 655 millions de personnes de la pauvreté au cours des deux dernières décennies, cette région compte la plus grande population de bidonvilles au monde : 250 millions de personnes vivant dans des logements de mauvaise qualité, ayant un accès limité aux services de base et exposées à des risques tels que les inondations et les typhons. Les villes de cette région qui s'urbanisent très rapidement ne fournissent pas encore d'infrastructures, d'emplois et de services à un rythme aussi rapide que celui du développement urbain, ce qui laisse présager une aggravation des inégalités susceptible d'entraver la croissance économique et, à terme, de conduire à la division sociale. Le dernier document d'orientation de la CIB sur le développement durable (2022) reconnaît les régions à croissance rapide telles que l'ASPAC (et la région Afrique) comme des domaines hautement prioritaires sur lesquels les réseaux de villes et de gouvernements locaux doivent se concentrer.

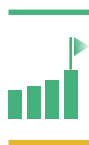


Figure 4
Éléments clés de la localisation des ODD dans la région ASPAC

Source : Tjandradewi, 2016.





En tentant d'examiner dans quelle mesure la région ASPAC a atteint les Objectifs mondiaux, *le rapport d'étape sur les ODD pour l'Asie et le Pacifique de la CESAP de l'ONU (2021)* fait état des excellents progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement pour 2030, et plus particulièrement des indicateurs socio-économiques des dix premiers ODD.

Toutefois, de nombreux défis à relever pour atteindre les ODD et mettre en œuvre la CD ont été mis en évidence, compte tenu de la pression supplémentaire évidente résultant de la pandémie mondiale de COVID-19. Ce qui ressort du rapport, qui plaide avec force en faveur d'une réponse étanche aux défis, notamment le changement climatique, c'est que la CD est au cœur du développement durable.

D'après les expériences présentées par les praticien-ne-s sur le terrain, il est clair que la coopération décentralisée est en effet au cœur des préoccupations de la région ASPAC de CGLU.²

Leurs approches englobent cinq domaines, en commençant toujours par **des évaluations des besoins** effectuées par le biais d'évaluations rapides. **Le renforcement des capacités et la mise en relation active des acteurs** afin d'explorer des partenariats durables sont essentiels pour l'ASPAC, tandis que la communication et la promotion continues de leurs programmes et projets, guidées par une **feuille de route claire** pour l'action, sont des facilitateurs essentiels de l'approche de la CD liée aux ODD de l'ASPAC.

« D'après les expériences articulées par les praticien-ne-s sur le terrain, il est clair que la région ASPAC de CGLU met l'accent sur la CD »



D'après les expériences articulées par les praticien-ne-s sur le terrain, il est clair que la région ASPAC de CGLU met l'accent sur la CD

Cette région a également cherché à identifier les domaines ou les thèmes centraux autour desquels la CD a été organisée. Dans ce cas, une étude fait état d'un ensemble de questions importantes pour les villes et les gouvernements locaux eux-mêmes, notamment la réduction de la pauvreté, l'autonomisation des femmes, l'environnement local, les préoccupations sociales et culturelles, l'infrastructure et les services urbains, la santé et l'éducation, l'emploi et le développement économique, le logement et l'hébergement, la sécurité et la gestion des catastrophes et les finances municipales (ONU-HABITAT et WACLAC, 2003). Évidemment, ces éléments diffèrent selon le lieu et le contexte, et évoluent dans le temps.

L'équipe de CGLU ASPAC a joué un rôle déterminant dans **le soutien d'une série de projets de DC** qui s'appuient sur différentes modalités et méthodologies de DC efficaces dans le contexte de l'ASPAC. L'un de ces exemples est la coopération de villes jumelles vertes entre les municipalités de Surabaya (Indonésie) et Kitakyushu (Japon) qui ont uni leurs forces pour l'action climatique. L'une visait à établir une société à faible émission de carbone et l'autre une ville compacte intelligente. Ce projet est particulièrement remarquable par l'approche collaborative adoptée avec le secteur privé pour le soutien technique et les capacités, avec des institutions de recherche pour obtenir des idées, des innovations et un retour d'information sur les projets mis en œuvre et avec l'implication des communautés à la base, y compris la participation des résident-e-s au projet.

²Au-delà de l'accent mis sur le changement climatique, CGLU-ASPAC fournit également un soutien aux GLR pour traiter de l'espace public, de la localisation des ODD et de la coopération internationale.



En dépit de la capacité, de l'enthousiasme et de la vision claire de l'équipe de CGLU ASPAC pour le déploiement de la coopération décentralisée, qui s'efforce également de localiser et de soutenir les rapports sur les progrès réalisés en matière d'ODD, une enquête menée par CGLU ASPAC en novembre 2021 a révélé que près de 60 % des participant·e·s estimaient que leurs villes et régions n'étaient pas prêtes à lancer des projets et programmes de coopération décentralisée liés aux ODD. La décision de **renforcer les capacités techniques** en commençant par un programme de formation des formateurs de trois jours en ligne, qui répondait aux besoins locaux de la région, était donc opportune et a permis aux fonctionnaires d'acquérir les connaissances et l'expertise nécessaires pour mettre en œuvre la coopération décentralisée liée aux ODD dans leurs villes et régions respectives. Comme dans d'autres régions, la formation a également redynamisé l'équipe de CGLU ASPAC, qui a élaboré un plan d'action pour le déploiement. Outre l'engagement à renforcer les capacités dédiées à la conduite de la coopération décentralisée liée aux ODD dans la région, **la nécessité de développer l'intelligence collective de la CD au niveau national** en mettant l'accent sur **l'intégration de la gestion des connaissances comme moteur de l'agenda de la CD** a été une action importante. Un programme d'action détaillé pour la coopération au développement devait également être élaboré, tandis que **le soutien continu et l'habilitation de champions nationaux** étaient prioritaires. La coopération au développement a été accélérée par les différentes commissions de CGLU ASPAC, notamment le nouveau **Nexus Humanitaire-Développement-Paix**, qui aide les villes et les gouvernements locaux à atteindre la prospérité et la résilience.

Le rapport complet de l'ASPAC peut être consulté [ici](#).



Perspective de la région de Amérique latine

La série de documents de travail #12 (2022) de CGLU GOLD VI décrit au mieux les dimensions générationnelles, raciales, de genre et territoriales des inégalités sociales en Amérique latine comme kaléidoscopiques, chaque pays ayant un « point de départ » différent dans ses mesures d'inclusion et un héritage partagé de systèmes coloniaux, capitalistes, patriarcaux et racistes omniprésents.

C'est un point de départ utile à reconnaître dans une région complexe comme l'Amérique latine, qui est l'une des plus urbanisées de la planète, avec plus de 82 % de la population vivant actuellement dans des villes. Les inégalités criantes de la région, qui se traduisent par le fait que les 1 % les plus riches s'approprient 21 % de l'économie régionale, est stupéfiante. Malgré les réductions massives des inégalités au cours des années 2000, dans l'une des régions les plus multiethniques et multiculturelles du monde, les injustices raciales persistent, même dans les pays où les populations indigènes sont majoritaires, comme la Bolivie et l'Équateur, ou dans les pays où les personnes d'ascendance africaine sont majoritaires, comme le Brésil ou la République dominicaine. Ces **inégalités socio-économiques affectent directement l'accès à un logement adéquat et les vulnérabilités territoriales** auxquelles les villes et les régions sont confrontées, notamment la fourniture de services et d'infrastructures de base tels que l'eau et l'assainissement. Et bien que la région représente moins de 10 % des émissions mondiales de carbone, elle reste très vulnérable à l'impact de la crise climatique.

Dans ce contexte complexe de développement régional, il est compréhensible que le récit de la CD comme « source de ressources du Nord vers le Sud » soit encore présent dans une certaine mesure, et que certaines pratiques continuent à être développées selon cette logique. Il est cependant encourageant de constater qu'une toute nouvelle façon de comprendre la CD a été intégrée par les GLR plus récemment. Ce **nouveau récit, qui repose désormais sur des principes communs de réciprocité, d'intérêts partagés, de bénéfices mutuels, d'horizontalité, de partenariat entre partenaires homologues** (et non plus entre donateurs et bénéficiaires), **d'échange et d'apprentissage mutuel**, a inspiré de nombreux exemples

de pratiques latino-américaines. En particulier, trois aspects de la CD distinguent l'Amérique latine des autres villes et associations. Il s'agit (i) de la valorisation de la coopération directe entre les GLR et leurs associations qui a abouti à leur autonomisation et au renforcement des stratégies territoriales, (ii) de l'engagement réel des GLG à impliquer et à faire participer activement les acteurs de leur territoire, et (iii) de la pertinence accrue accordée aux nouveaux formats de CD que sont les partenariats Sud/Sud, Sud/Nord, triangulaires et en réseau.

Si cette nouvelle caractérisation de la coopération au développement est positive et constitue une source d'inspiration pour d'autres régions, des défis majeurs doivent encore être relevés pour faire avancer l'agenda de la coopération décentralisée. Cela inclut **le besoin urgent de concevoir des stratégies pour mobiliser des ressources** pour la coopération décentralisée, basées sur les caractéristiques spécifiques des pays de la région, et le besoin de renforcer les initiatives communes des fonds régionaux pour financer la CD, comme le programme de coopération Sud-



Le nouveau récit est basé sur la réciprocité, l'horizontalité, le partenariat, l'apprentissage mutuel — et non plus sur le donateur et le bénéficiaire.



Sud de MERCOCIUDADES. En outre, le rôle des AGL dans le renforcement des capacités, en particulier pour les petites villes et les villes intermédiaires, dépend clairement du soutien national.

Au-delà des défis liés au financement, il est également nécessaire d'évoluer vers **de meilleurs registres, une meilleure gestion des données et de meilleurs indicateurs** pour la CD, ainsi que vers des processus de responsabilisation, de suivi et d'évaluation plus efficaces. Là encore, la transition vers la consolidation de la composante numérique de la CD imposée par la pandémie de COVID-19 est essentielle, tandis que le **renforcement continu des capacités** (techniques, institutionnelles et politiques) des administrations locales et de leurs associations nationales et régionales pour la CD — en particulier pour passer de la logique de projet à de véritables stratégies ou politiques de coopération au développement — ne peut être surestimé.

Il est important de noter que si, en principe, la coopération décentralisée est considérée (à des degrés divers) par les gouvernements nationaux, les GLR et leurs associations comme un instrument important pour la localisation des ODD en Amérique latine, dans la pratique, la CD doit actuellement **relever le défi de devenir un outil régional de localisation efficace**. Le *rapport complet sur l'Amérique latine* expose certaines des conditions et des facteurs qui requièrent une attention urgente. Il s'agit notamment de l'élaboration de feuilles de route réalistes et claires pour la mise en œuvre, en délaissant une approche cloisonnée au profit d'une approche

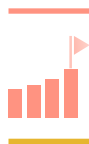
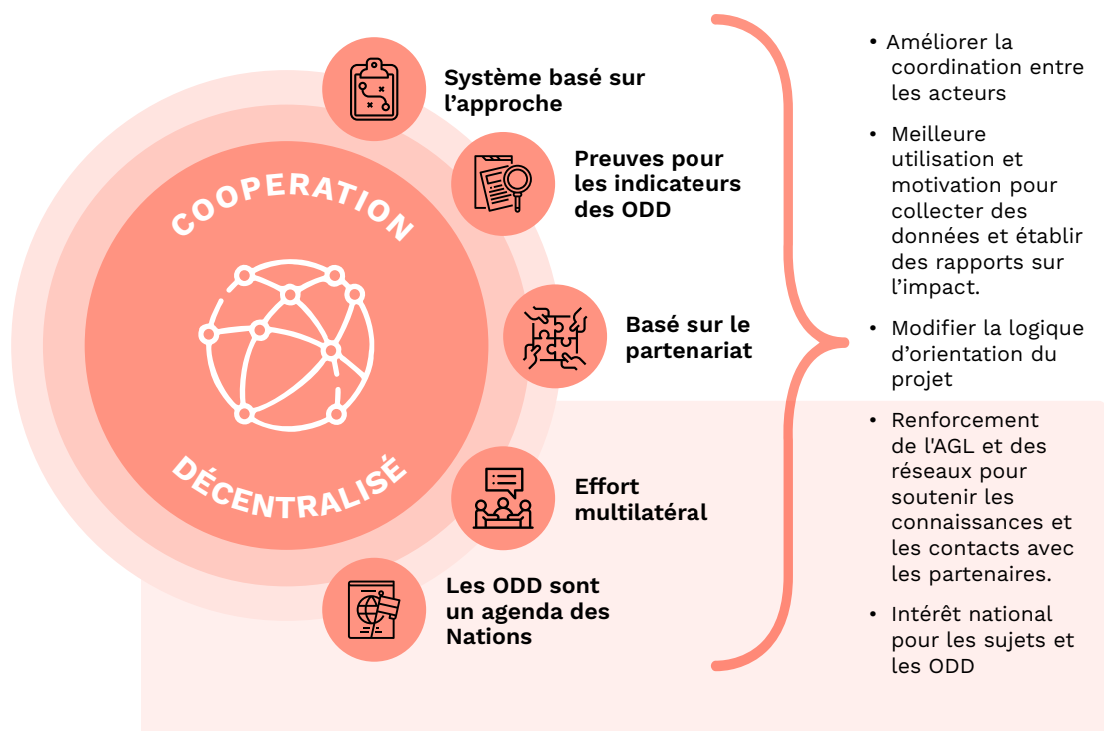


Figure 5

Les ODD comme moyen de faire passer la CD d'une approche par projet à une approche par partenariat

Source : UCLG, 2022.





transversale. On peut aussi mentionner l'approfondissement de l'engagement actuel des parties prenantes, en particulier du secteur privé, l'adoption totale d'une articulation à plusieurs niveaux qui établit les responsabilités et les capacités des niveaux de l'État et des acteurs de la société civile et du secteur privé, et la nécessité de développer de meilleurs instruments et méthodologies pour la collecte, la systématisation et l'enregistrement des données sur la coopération décentralisée.

Comme pour les autres Sections régionales, la **valeur du développement des capacités** des praticien-ne-s des GLR en Amérique latine par la mise en œuvre de l'atelier en ligne de formation des formateurs sur le module d'apprentissage 4 en partenariat avec CGLU Learning a été grandement appréciée. En particulier, la **méthodologie interactive, pratique et l'apprentissage par l'expérience qui s'est concentrée sur des études de cas réels basés** de coopération Sud-Sud ont contribué à renforcer la pertinence de cette modalité de coopération. La présentation de projets pratiques, comme le cas du Réseau de l'excédent alimentaire (Belo Horizonte, Quito, Medellín et New Taipei), qui met en lumière l'une des priorités de l'Amérique latine concernant la nécessité de politiques alimentaires efficaces, ou encore l'expérience de coopération Sud-Sud technique de l'Association chilienne des municipalités avec les communautés amazoniennes du Pérou dans le domaine des énergies renouvelables et de l'eau, qui montre comment les GLR de la région peuvent s'attaquer conjointement à des problèmes mondiaux tels que le changement climatique a inspiré les participant-e-s quant aux possibilités offertes dans la région.

Comme dans d'autres régions, la formation a été un **catalyseur important pour développer un plan d'action stratégique** pour aider à intégrer plus efficacement les ODD dans le processus de CD en Amérique latine. Les actions détaillées pour les Sections régionales et CGLU sont décrites dans le rapport complet.



Perspective de la région Moyen-Orient et Asie occidentale (MEWA)

Le *document de position de CGLU sur le Moyen-Orient* classe les défis de développement auxquels la région est confrontée en fonction de **facteurs inhérents aux guerres, aux conflits, aux mouvements migratoires et à des ressources limitées**. Au premier plan des défis inhérents, cependant, se trouvent les diversités sociales et les questions de gouvernance. Alors que les habitant-e-s des pays du Moyen-Orient s'identifient les uns aux autres sur le plan culturel, linguistique et historique, il est important de noter que le mode

de vie des habitant-e-s de l'Asie occidentale diffère considérablement. Même si **une cohésion sociale fragmentée** semble être un problème mineur, l'ampleur de son impact est importante. En définissant le contexte de développement ici, il est utile de comprendre que, sur le plan administratif, les structures gouvernementales de cette région, contrairement à d'autres, sont fortement centralisées et empêchent à leur tour les GLR à exercer une quelconque autonomie complète, en particulier dans les domaines des finances et de la gouvernance urbaine. En outre, les impacts de la centralisation se traduisent souvent par une distribution inégale des services essentiels, ce qui détourne l'attention d'autres priorités et de la réalisation d'autres agendas tels que les approches sensibles au genre (*document de position de CGLU sur le Moyen-Orient, 2019*). Une autre question impérieuse est que, au fil des ans, **le changement climatique** a continué à augmenter en intensité. Il remet en cause le bien-être de l'environnement, ravage les écosystèmes et menace les communautés. La prévalence de l'élévation du niveau des mers, des schémas météorologiques erratiques et la dégénérescence environnementale globale constituent quelques-uns des impacts profonds de cette question complexe qui se manifeste dans la région MEWA.

Comme le reconnaît *le rapport complet de CGLU-MEWA*, bien qu'ils soient parfois écrasants, ces défis de développement complexes permettent à la Section régionale de pousser à l'action les GLR. La coopération décentralisée est considérée comme un mécanisme puissant non seulement pour commencer à s'attaquer à ces défis, mais aussi comme un **vecteur pour localiser l'agenda mondial**. Il est toutefois important de souligner que la CD n'en est encore qu'à ses débuts, par rapport à d'autres régions. Alors que la Seconde Guerre mondiale a servi de catalyseur important dans les villes européennes, suscitant de nombreux échanges de ville à ville, le même effet ne s'est pas ressenti dans la région MEWA. Ici, l'accent est mis principalement **sur l'apprentissage mutuel, et la plupart des coopérations se font entre les villes de la région**. De manière générale, la plupart des municipalités de la région ont des capacités très limitées et, comme d'autres régions en développement, disposent de peu de ressources humaines à consacrer aux initiatives de CD. Ce défi est encore exacerbé par **l'absence d'AGL** dans la région pour défendre activement les efforts de CD, comme cela se fait dans d'autres endroits. Cette préoccupation appelle des stratégies d'apprentissage pratiques et réalistes, dans une région où **il n'est pas facile de faire des généralisations**, chaque pays étant unique, avec son histoire, son contexte et ses défis particuliers.

Dans ce contexte unique, les institutions et agences internationales telles que CGLU-MEWA, les institutions financières internationales et les agences de développement nationales et internationales jouent un rôle beaucoup plus important que dans d'autres régions pour soutenir les programmes de DC local. **CGLU-MEWA lui-**



Il existe de nombreux exemples de bonnes pratiques dans la région Mewa. C'est la documentation et le partage global qui font défaut

même a été le moteur de la promotion de la CD dans la région dans le cadre de son mandat, facilitant et encourageant activement de nombreux projets de CD. La section régionale, en l'absence d'AGL, est le premier point de contact et joue un rôle essentiel d'intermédiaire. En utilisant une base de données des besoins et des priorités des municipalités, elle offre une assistance aux villes respectives et joue un rôle d'intermédiaire entre les villes de la région. Les gouvernements et les communautés considèrent les efforts de sensibilisation à la localisation des ODD comme importants. L'utilisation du cadre des ODD comme plateforme commune pour la CD entre les villes de la région a donc été la clé de l'approche stratégique de MEWA.

L'une des réflexions issues du déploiement du Module 4 mené par CGLU-MEWA et soutenu par CGLU Learning est que malgré les nombreux défis rencontrés, il existe de nombreux exemples de bonnes pratiques d'initiatives de développement décentralisé. Ce qui a fait défaut, c'est la documentation et le partage actif de ces expériences à l'échelle mondiale. Il s'agit de projets très variés, allant d'un système de bus rapide à Lahore, soutenu par la municipalité métropolitaine d'Istanbul, au développement d'une stratégie culturelle proactive dans la municipalité de Küta-hya, avec le soutien de la municipalité de Pecs et de l'UNESCO. On peut aussi mentionner des programmes de jumelage de villes de l'UMT qui mobilisent des fonds de l'ULF pour des échanges de savoir-faire technique sur la gestion de l'eau entre l'administration des eaux et des égouts d'Istanbul et les villes palestiniennes, mobilisant de multiples partenaires de l'APLA, de l'UMT et de CGLU-MEWA. Cette facilitation par les différentes parties prenantes a été déterminante pour créer des liens de confiance.

L'une des réflexions issues du déploiement du Module 4 mené par CGLU-MEWA et soutenu par CGLU Learning est que malgré les nombreux défis rencontrés, il existe de nombreux exemples de bonnes pratiques d'initiatives de développement décentralisé. Ce qui a fait défaut, c'est la documentation et le partage actif de ces expériences à l'échelle mondiale. Il s'agit de projets très variés, allant d'un système de bus rapide à Lahore, soutenu par la municipalité métropolitaine d'Istanbul, au développement d'une stratégie culturelle proactive dans la municipalité de Küta-hya, avec le soutien de la municipalité de Pecs et de l'UNESCO. On peut aussi mentionner des programmes de jumelage de villes de l'UMT qui mobilisent des fonds de l'ULF pour des échanges de savoir-faire technique sur la gestion de l'eau entre l'administration des eaux et des égouts d'Istanbul et les villes palestiniennes, mobilisant de multiples partenaires de l'APLA, de l'UMT et de CGLU-MEWA. Cette facilitation par les différentes parties prenantes a été déterminante pour créer des liens de confiance.

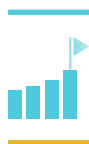
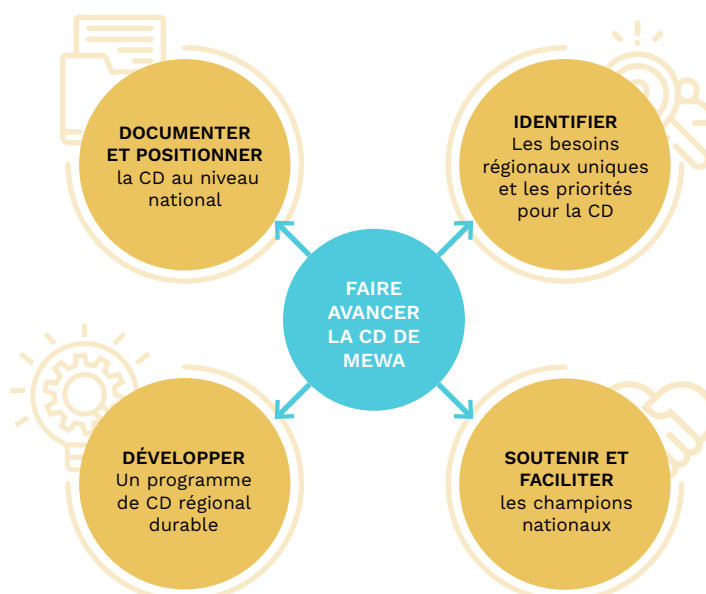


Figure 6

Déploiement de la DC liée aux ODD dans la région de MEWA

Source : Urban Vision, 2022.





Le programme de déploiement (tel qu'illustré dans la Figure 6) a permis à l'équipe de CGLU-MEWA d'élaborer une stratégie autour d'un programme d'action de trois ans, basé sur l'identification des besoins, le soutien aux pays pour mieux documenter leurs pratiques et l'habilitation de leurs champions de la CD, comme le détaille le rapport régional complet.



Perspective de la région Europe

Comme point de départ, il faut souligner que la CD pour les GLR au sein de l'UE **n'est pas essentiellement différente de la CD dans d'autres régions** : la diversité des pratiques, des priorités, des modalités et des manières de travailler et des méthodologies sont le reflet de ce qui se passe au niveau mondial. Il est toutefois intéressant de noter que le fait que l'Europe soit un donateur de la coopération décentralisée a donné lieu à un scénario particulier pour divers acteurs. De nombreux GLR sont des bailleurs de fonds de la CD ou des initiatives de financement de lancement à soutenir ultérieurement, les GLR et les associations devenant responsables des projets de coopération décentralisée. **La tradition européenne, ancrée principalement dans l'APD, a été mise à jour avec les ODD** parmi les différentes manifestations de la CD. Malgré l'importance de cet agenda mondial, l'APD demeure dans de nombreuses institutions qui ont été créées pour soutenir la CD en Europe. Il s'agit notamment d'un **soutien financier officiel aux initiatives de CD axées sur le développement économique**. Tout au long du processus de changement des perspectives de développement pour considérer la durabilité comme un axe fondamental du développement (incarné par les ODD), les institutions de financement et les acteurs de la CD en Europe ont clairement redéfini l'APD aujourd'hui.

Le lecteur est invité à consulter *le texte intégral du rapport européen*, qui se concentre sur la conception européenne de la « coopération décentralisée au développement », en mettant l'accent sur la coopération financière nord-sud comme point de départ de l'analyse actuelle du type dominant de CD dans la région, ainsi que sur l'approche de mise en réseau Nord-Nord. Le rapport complet souligne que la CD européenne fonctionne dans un **cadre clair qui organise l'échange de connaissances et l'apprentissage**. Au cœur de ce cadre se trouve la coopération des GRL, qui jouent un rôle fondamental de facilitation, en s'alignant sur les programmes de l'UE et s'y intégrant, contribuant ainsi à renforcer les capacités de la coopération décentralisée. La **création de réseaux thématiques** coordonnés et financés par les GLR eux-mêmes est également prévue dans le cadre. L'Europe se tourne vers d'autres régions du monde pour trouver des solutions à des défis complexes tels que le changement climatique, la menace planétaire la plus importante. On peut aussi mentionner la création d'emplois, la paix et la sécurité, l'accord numérique et les migrations, qui sont les cinq grandes priorités pour la période 2021-2027. C'est ici que la CD est considéré comme un outil essentiel pour établir des vecteurs d'apprentissage entre les GLR du Nord et du Sud.

Une observation importante dans cette région est que, s'il existe une **extraordinaire diversité de pratiques et de façons de travailler** (différentes modalités et instruments, actions de plus ou moins grand volume, préférences pour l'une ou l'autre forme de canalisation, alliances et partenariats, options de financement, etc.), cette diversité **répond clairement, dans une large mesure, à la formalisation de la CD en tant que politique publique**. Ainsi, contrairement à d'autres régions, le degré de reconnaissance de la CD promue par les administrations non centrales dans les cadres juridiques et institutionnels de chaque État permet d'accorder à cette activité une capacité juridique et une autonomie financière plus ou moins grandes.

Il est clair que l'UE a fait d'énormes progrès dans la détermination de la manière la plus efficace de canaliser les fonds pour promouvoir et consolider la coopération décentralisée.



La Région Europe insiste beaucoup sur l'importance du suivi et de la communication des résultats également générés par les bénéficiaires ou les partenaires de développement eux-mêmes

Au fil du temps, l'importance des réseaux et des associations en tant qu'acteur majeur dans ce domaine s'est confirmée. Ils ont augmenté leur capacité, leurs connaissances ainsi que leur intérêt à trouver les moyens les plus efficaces de suivi financier des projets, en fournissant un soutien dans la gestion et dans la portée de l'implication de nombreux acteurs. La coalition Platforma représente l'effort commun d'une diversité d'acteurs de la CD (fédérations,

associations de gouvernements locaux/régionaux, fonds de coopération, ainsi que des individus locaux, des gouvernements provinciaux et locaux) pour augmenter ce soutien européen à la CD dans ses différentes expressions. Elle possède un réservoir unique de connaissances pour soutenir la localisation des ODD, notamment la CD. Ceci étant dit, nous constatons que la mise en œuvre d'une CD efficace liée aux ODD a été très inégale au sein des GLR européens et, dans certains cas, s'est limitée à faciliter l'accès à des ressources techniques et financières.

La région Europe insiste beaucoup sur l'importance du suivi et de la communication des résultats, en soulignant l'idée générale de privilégier l'utilisation de preuves et de données non seulement orientées vers les ODD, mais aussi générées par les bénéficiaires ou les partenaires de développement eux-mêmes. Ils apprécient l'intégration des ODD dans les politiques de CD qui contribuent à renforcer les principes d'efficacité de la coopération — notamment l'appropriation et l'alignement sur les priorités de développement des partenaires de développement —, l'accent mis sur les résultats, la transparence et la responsabilité mutuelle, ainsi que la coopération et la solidarité accrues entre les GLR et leurs diverses parties prenantes.

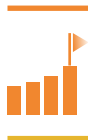
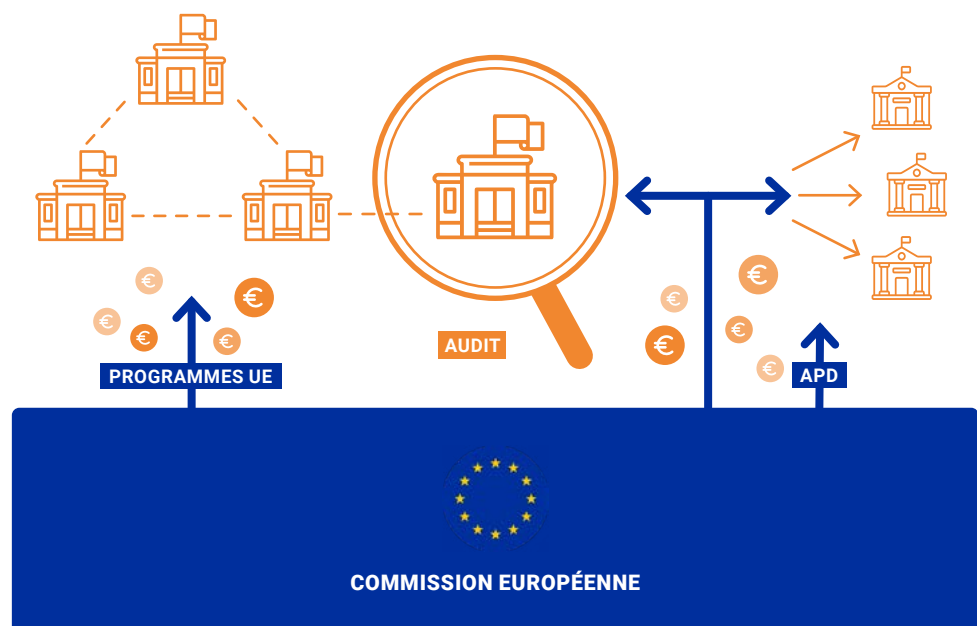


Figure 7

Accumulation des tâches des GLR sur les rapports de cofinancement propre et de l'UE

Source : CGLU Learning, 2022.



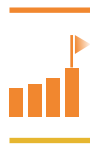
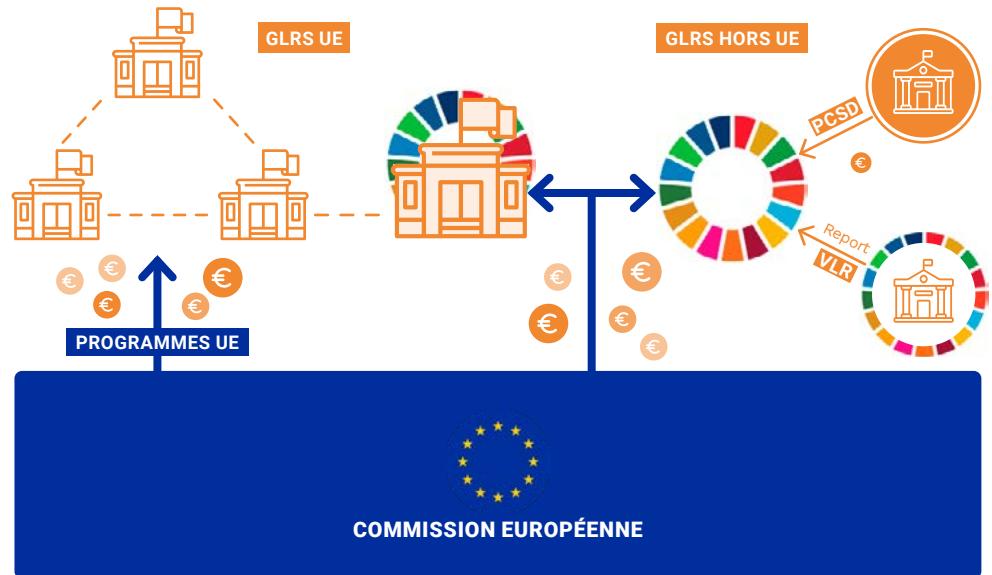


Figure 8

Nécessité d'augmenter le nombre de rapports directs des GRL bénéficiaires hors UE

Source : CGLU Learning, 2022.



Le rapport complet qui présente le cas du partenariat Ostende (Belgique) — Banjul (Gambie) pour le développement durable, pour lequel de nombreux défis du projet se retrouvent chez les deux partenaires (par exemple la gestion des déchets, l'élévation du niveau de la mer dans les zones côtières, etc.) démontre clairement comment l'intérêt mutuel renforce la force de l'initiative de CD. La présentation du projet de coopération transfrontalière entre VVSG (Belgique) et SALGA (Afrique du Sud), qui est un bon exemple de collaboration entre AGL, met en évidence les leçons clés suivantes : (i) **comprendre en profondeur les complexités de la politique locale de chaque partie**, ce qui est nécessaire pour assurer le succès d'un projet de coopération transfrontalière, (ii) **développer une confiance mutuelle entre les acteurs du Nord et du Sud**, car les projets sont au final développés entre des personnes et pas seulement des entités, et (iii) **consacrer du temps au cours des phases initiales à la définition ciblée des problèmes**.



Aperçus des régions Eurasie, Amérique du Nord et de Metropolis

Bien que la formation officielle sur le module 4 n'ait pas encore commencé en Eurasie et dans la région Amérique du Nord, ce qui ne permet pas d'inclure de réflexions dans ce rapport, un bref aperçu de leurs approches est proposé ci-dessous. Nous présentons également un résumé de l'approche de CD adoptée par Metropolis.

01 Coopération décentralisée dans la région Eurasie

Dans les pays de la région Eurasie, les interactions et la coopération des municipalités se font principalement par le biais d'associations de gouvernements locaux. Elles visent à mettre en commun des ressources pour traiter des questions d'importance locale et échanger des informations pratiques. La coopération intercommunale et décentralisée est mise en œuvre à l'intérieur du pays et dans le contexte international à travers :

- la participation des villes à des associations internationales
- la conclusion de contrats et d'accords de coopération économique et transfrontalière avec des municipalités étrangères,
- l'établissement de relations amicales (villes jumelles), etc.

Les villes d'Eurasie participent activement aux activités de CGLU-Eurasie, de l'Assemblée internationale des capitales et des grandes villes, de l'Association

internationale « Villes jumelées » et d'autres organisations. Alors que le concept de jumelage est très important pour les relations à long terme des acteurs de la ville, en Russie, dans le but d'assurer une collaboration intercommunale, ainsi que d'exprimer et de protéger les intérêts communs des municipalités, il existe dans chaque région des conseils de municipalités de la région de la Fédération de Russie. En outre, il est utile de noter qu'à l'instar de CGLU-MEWA, de nombreux pays eurasiens ont un niveau élevé de centralisation du pouvoir. En Ouzbékistan et au Turkménistan, il n'existe pas d'associations nationales de gouvernements locaux.



Comme avec CGLU-MEWA, de nombreux pays d'Eurasie ont un niveau élevé de centralisation du pouvoir. En Ouzbékistan et au Turkménistan, il n'existe pas d'associations nationales de gouvernements locaux

Ces dernières années, le problème du changement climatique a été de plus en plus souvent au centre des discussions dans l'espace eurasiens. La majeure partie de l'Arctique se trouve en Eurasie, et le dégel du permafrost pourrait avoir des conséquences néfastes non seulement pour la région, mais aussi pour la planète tout entière. Ce problème est particulièrement pertinent pour l'Eurasie, car 65 % du territoire de la Russie est constitué de pergélisol, et les glaciers du Tadjikistan jouent un rôle important dans la vie de l'Asie centrale, en fournissant à la région des réserves d'eau.

CGLU-Eurasie, en tant qu'organisation internationale qui unit les villes et les associations de gouvernements locaux des pays eurasiens, est la force motrice qui promeut la coopération décentralisée entre les villes eurasiennes sur les questions actuelles. En 2021, le Congrès des gouvernements locaux d'Eurasie a été organisé à Yakutsk, autour de la menace que représente la fonte des glaciers pour la région et



le monde. En outre, une table ronde a porté sur la gestion des déchets, qui est un défi mondial auquel la région tente de trouver des solutions créatives.

CGLU-Eurasie a élaboré des recommandations pour les GLR en matière de climat et a présenté les meilleures pratiques des villes du monde entier qui ont développé des plans climatiques. Elle a également joué un rôle déterminant dans les activités de sensibilisation des GLR, en organisant des séminaires de formation sur la localisation des ODD.

02 Coopération décentralisée dans la région Amérique du Nord (NORAM)

Au Canada et aux États-Unis, comme dans de nombreuses autres nations, les gouvernements locaux et les régions jouent un rôle clé dans la façon dont nos pays se comportent sur la scène mondiale et dans la recherche de solutions à certains des défis mondiaux les plus pressants, notamment les conséquences économiques et sociales de cette pandémie, qui entraîne une foule de crises complexes. Cette section présente un bref aperçu du travail effectué dans la région NORAM, sous la direction de la Fédération canadienne des municipalités (FCM). Les initiatives et priorités nationales concernant les Objectifs de développement durable sont liées au travail international et à la coopération décentralisée.

En réponse aux inégalités croissantes au Canada et à la cible ODD 11.1 (l'accès à un logement abordable), l'[Initiative fédérale-municipale pour la création rapide de logements](#), créée au milieu de la pandémie grâce au plaidoyer de la FCM, a aidé les collectivités canadiennes à créer des logements pour au moins 9 200 ménages canadiens vulnérables en réaffectant des bâtiments et des terrains disponibles.

Femmes canadiennes en politique locale donne aux dirigeants locaux et aux partenaires communautaires les moyens de promouvoir la parité et la diversité au sein des conseils municipaux. Enfin, l'Initiative de développement économique communautaire soutient les partenariats entre les Premières nations et les municipalités, favorisant ainsi une prospérité durable tout en jetant les bases de la réconciliation.

Sur le plan international, la FCM soutient activement le plaidoyer des gouvernements locaux et de leurs associations, ce qui constitue une contribution cruciale de CGLU à la localisation des ODD et à une reprise juste. En outre, elle continue à offrir des programmes de renforcement des capacités au niveau international :

Pour la FCM, il est clair que son approche unique entre pairs produit des effets tangibles parce qu'elle permet aux élu-e-s, au personnel municipal et aux expert-e-s techniques de travailler avec leurs homologues en utilisant le langage commun de la collaboration pratique. Le PMI-WILL de la FCM, par exemple, vise à accroître la capacité des femmes à assumer des rôles de premier plan au sein de leur gouvernement local, tout en permettant à ces gouvernements locaux d'offrir des services inclusifs et adaptés aux besoins des femmes.



Les municipalités et les associations canadiennes qui participent aux projets internationaux de la FCM reviennent avec une nouvelle perspective sur leur propre contexte municipal et avec l'énergie nécessaire pour tenter de résoudre des problèmes anciens avec des solutions nouvelles.



Les municipalités et les associations canadiennes qui participent aux projets internationaux de la FCM reviennent avec une nouvelle perspective sur leur propre contexte municipal et avec l'énergie nécessaire pour tenter de résoudre des problèmes anciens avec des solutions nouvelles. Les changements climatiques constituent l'un des plus grands défis pour les municipalités du monde entier. Nous savons que les plus vulnérables — les communautés isolées, les populations mal desservies, les femmes et les enfants — sont inévitablement les plus touchés par ses impacts. Le gouvernement du Canada, avec son ministère des Affaires mondiales, a créé un nouveau [fonds de partenariats pour le climat](#) afin de relever ce défi complexe.

La FCM étudie actuellement la meilleure façon d'aligner les futurs programmes internationaux sur cette nouvelle source de financement. Il est tout à fait logique de concevoir des projets au point de rencontre entre le climat et le genre. Cela permet de tirer parti de la vaste expérience que nous avons acquise au fil des ans dans le cadre du Fonds municipal vert et d'appliquer une optique bien rodée en matière de genre.

Il est important de noter qu'en signe de confiance et de partenariat, Affaires mondiales Canada finance ces initiatives de la FCM, qui permettent aux élus locaux et au personnel municipal du Canada de perfectionner leurs compétences en communication interculturelle et en gestion de projet, tout en partageant des pratiques exemplaires, en renforçant leurs capacités et en forgeant des liens d'affaires durables. Ces programmes montrent que la FCM et les as — sociations jouent un rôle important en aidant le Canada à contribuer aux objectifs de développement durable.

03 Métropolis et son rôle dans le soutien à la coopération décentralisée

Les grandes métropoles sont connectées au niveau mondial et ont la capacité de structurer et de galvaniser les territoires qui les entourent à l'échelle locale, nationale et régionale. Par conséquent, les transformations économiques, sociales, culturelles et environnementales des deux dernières décennies ont entraîné de

nouveaux processus profonds de réorganisation territoriale, allant de nouveaux modèles de localisation de l'activité urbaine à l'apparition de changements significatifs dans le rôle des aires métropolitaines. Une reconfiguration spatiale est en cours, dans laquelle les échelles métropolitaine et urbaine doivent coexister, et les anciennes divisions et hiérarchies entre ville et nature, urbain et rural, centre et périphérie, changent rapidement. Ce processus aura un impact majeur sur les grandes villes et les territoires qui les entourent. Les métropoles sont confrontées au défi de trouver un équilibre pour donner la priorité aux questions mondiales tout en respectant l'autonomie de chaque quartier, ville et cité qui la composent.

Les gouvernements métropolitains comptent généralement sur un bureau de relations internationales qui relie et redirige les demandes de coopération et sert de premier point de contact au sein de l'autorité locale. Les bureaux su-



Les gouvernements métropolitains comptent généralement sur un bureau des relations internationales qui relie et redirige les demandes de coopération et sert de premier point de contact au sein de l'autorité locale.



pervisent et accompagnent les projets de coopération, qui sont généralement cofinancés par les villes et dont la mise en œuvre est souvent externalisée, car de nombreux gouvernements métropolitains servent de référence pour certaines pratiques et les départements responsables ne peuvent pas investir du temps dans la coopération.

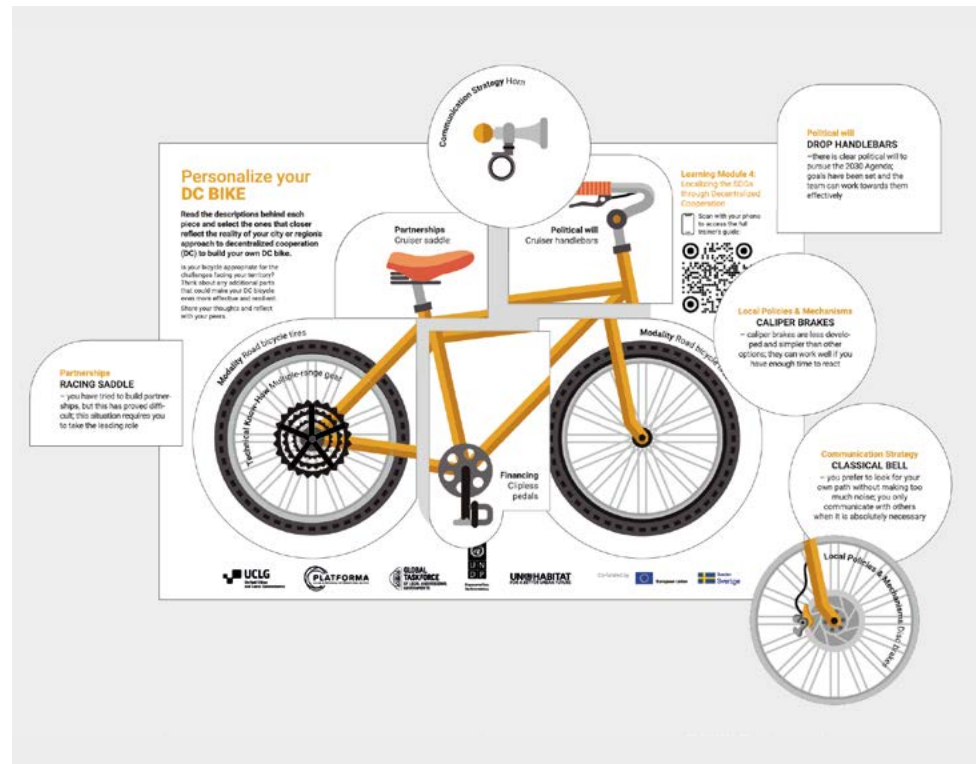
Une autre façon de promouvoir leurs enseignements est de mettre en place des instituts de formation dédiés au personnel et aux autres GLR.

Les métropoles peuvent rejoindre un réseau de villes confrontées à des problèmes similaires, Metropolis, guidées par des valeurs fondamentales telles que l'intégration de la dimension de genre et les ODD pour le travail qu'elles réalisent ensemble et la manière dont elles sont reliées les unes aux autres. Metropolis offre des possibilités d'apprentissage par les pairs aux praticien-ne-s et aux bureaux des relations internationales. Celles-ci peuvent prendre la forme d'un simple webinaire, d'un groupe de travail qui se réunit régulièrement pour discuter d'une question commune spécifique, ou d'une plateforme de partage des connaissances, pour n'en citer que quelques-unes :

- **Échanges d'apprentissage de ville à ville** : menés par la Région de Bruxelles-Capitale en collaboration avec Medellín, Montréal, le gouvernement métropolitain de Séoul et l'agglomération de Barcelone, ils visent à échanger des expériences sur l'avenir des espaces publics métropolitains.
- **Les Learning Hubs** : une collaboration d'intérêt mutuel dont l'objectif est d'explorer un sujet prioritaire pour le membre et pour le réseau Metropolis. Cette collaboration à double sens peut inclure un troisième partenaire pour enrichir le contenu et les échanges.
- **L'apprentissage par l'action** : « En route vers la reprise : le système de transport de Bogotá comme catalyseur de la durabilité environnementale et de l'égalité des genres dans l'ère post-COVID-19 » est un projet de trois ans qui sera mis en œuvre à Bogotá, en Colombie, d'avril 2022 à mars 2025.
- **AVANTIA** est un effort de collaboration présenté par Metropolis, les conseils municipaux de Bogotá et de Madrid et ISGlobal. Le projet est cofinancé par l'Union européenne.



Activités à venir de CGLU Learning et Platforma



Compte tenu du grand intérêt suscité par le déploiement et la méthodologie du module 4, l'équipe d'apprentissage de CGLU et Platforma vont préparer un outil d'apprentissage en ligne qui sera disponible sur la plateforme #LearningWithUCLG.



Remerciements

Coordination

CGLU Learning

Partenaires principaux

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), PLATFORMA, et toutes les autres Sections régionales : CGLU Afrique, CGLU ASPAC, MERCOCIUDADES et FLACMA, CGLU MEWA, CGLU Eurasie, CGLU Amérique du Nord et Metropolis.

Auteurs

Sogen Moodley (chef de file), María del Huerto (régionale) et Joan Cortes (régionale) ainsi que les points focaux d'apprentissage des Sections régionales.

Conception

roig/studio

Ce document résume les enseignements tirés au niveau régional que l'on peut consulter sur les sites Web des Sections régionales de CGLU et de CGLU Learning.

